

RENDU EXECUTOIRE LE

- 6 JUIN 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DEF-ESE-0011
en date du 04 JUIN 2024

**PORTANT FIXATION DE LA DOTATION ANNUELLE
POUR LE SERVICE D'AESF GERE PAR L'UNION
DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UDAF)
POUR L'EXERCICE 2024**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1, R.313-1 à R.313-10 et L 222-3 ;

VU l'arrêté n° 2013-A-DGAS-DEF-ESE-0014 du 18 mars 2013 portant autorisation de création du service d'accompagnement en économie sociale et familiale géré par l'UDAF qui autorise l'exercice de 10 mesures ;

VU l'arrêté n°2021-A-DGAS-DEF-ESE-0013 du 23 mars 2021 portant extension à 20 mesures du service d'AESF géré par l'UDAF à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

VU la délibération de l'assemblée départementale du 21 décembre 2023 adoptant le taux directeur pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU les propositions budgétaires transmises par l'UDAF le 6 novembre 2023

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La dotation globale de financement pour des mesures d'AESF versée à l'UDAF pour le fonctionnement du Service d'Accompagnement en Economie Sociale et Familiale pour 2024 s'élève à :

55 822 € pour 20 mesures d'AESF

ARTICLE 2 : Cette dotation est liquidée sous la forme d'un seul versement de 55 822 € à la fin du 1^{er} semestre 2024.

L'imputation de cette dépense au budget départemental est 65/4213/6524161.

ARTICLE 3 : Le prix de journée opposable aux ressortissants des départements extérieurs à la Vienne pour des mesures d'AESF s'élève pour 2024 à 11,75 €.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cours administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun – 33 074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 : le Directeur Général des Services Départementaux du Département de la Vienne, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités de la Vienne, le Président et la Directrice Générale de l'UDAF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le 04 JUIN 2024



**Le Président,
Alain PICHON.**